L'empêcheur de croire en rond

Golias HEBDO 838

17ème année - semaine du 31 octobre au 6 novembre 2024 - 2 €

AVANT-SCÈNE > 2
Et si le problème du célibat résidait dans son obligation ?

FOCUS
ACTUALITÉ > 16
Rocamadour : un festival de tensions

Enquête

La menace de l'ultra-droite en France

SOCIÉTÉ > 8
Les enfants oubliés de la République

ÉCONOMIE > 11
L'épouvantail de la fraude sociale

La menace de l'ultra-droite en France

Chercheur indépendant spécialiste des extrêmes politiques, je travaille sur l'extrême-droite française depuis plus d'un demi-siècle. Le lecteur intéressé pour détenir plus d'informations pourra se reporter à mes trois dictionnaires, suivis par un tome consacré à la mouvance dite d'ultra-droite et néo-nazie en France et d'un autre document dédié aux radicalités politiques en France et dans le monde. Le tout est publié chez *L'Harmattan*. Une aventure, car je ne songeai pas à découvrir des milliers de structures, de publications et de diverses entités composant cette galaxie.

Tout comme pour mes ouvrages, cet article se veut objectif et factuel, loin de tout sensationnalisme. Je ne rentrerai pas dans le cadre de polémiques quant à l'utilisation du terme ultra-droite. Aussi, il m'arrive de varier les mots, en utilisant par exemple la droite de l'extrême-droite, l'extrême-droite radicale, les radicaux, etc. Mais l'on parlera de la même mouvance située à droite de l'extrême-droite parlementaire. Par conséquent, pour ne pas se livrer à l'amalgame, le Rassemblement national (RN) en est exclu, même s'il y a eu historiquement des liens à des périodes données entre des groupuscules et l'ancien Front national (FN), qui utilisait parfois les ultras en tant que supplétifs, pour coller des affiches ou soutenir le service d'ordre (SO) du Front, le Département protection sécurité (DPS). En dépit aussi de la présence lors de la constitution en 1972 du Front de la présence d'anciens collaborateurs ou combattants de la division *SS Charlemagne*. Si Marine Le Pen a réussi lentement à dédiaboliser son parti, voire à le banaliser, l'exclusion des franges radicales et sa démarcation systématique de l'ultra-droite n'est pas forcément si convaincante. À lire les enquêtes publiées par certains journalistes spécialisés, des dizaines de candidats du RN aux législatives de 2024 voyaient leur passé marqué révélé ou des propos tenus pour le moins radicaux. Ce n'est pas fini, car au moment où le parti veut faire peau neuve en restructurant ses fédérations et en épurant ses cadres de façon à ce que ces bévues ne se reproduisent pas à l'avenir, de nouvelles révélations fusent concernant cette fois l'embauche d'attachés parlementaires au passé sulfureux ou toujours liés à des groupuscules. Peut-être que l'on ne se bouscule pas pour devenir candidat ou cadre exposé au regard du public...

ÉDITORIAL

Toujours est-il qu'à la suite des Européennes de 2024, des groupuscules ont clairement invité leurs soutiens à rejoindre sinon le RN, son mouvement de jeunesse, le RNJ, J pour jeunes. Car les jeunes générations n'ont plus le même fonctionnement que les anciens, qui se montraient le plus souvent très sectaires, tous les coups étant bons pour plumer les groupes rivaux, y compris en utilisant la violence physique. Donc, on échange, se fréquente entre militants des mouvements de jeunesse de droite nationale ou très conservatrice, par exemple entre jeunes de Reconquête ! (Parti d'Éric Zemmour), du RNJ et des groupuscules ultras. De plus, depuis longtemps, les militants en région et plus particulièrement dans des villes de moyenne importance travaillent plus ou moins ensemble, loin des états-majors parisiens.

Concernant la liste des groupes radicaux, fluctuante à souhait, je renvoie le lecteur aux schémas régulièrement mis à jour et de très bonne facture présentés par *Frontal* (expression de *Libération*), de *StreetPress* et du site *La Horde*. À l'automne 2024, il existe une soixantaine de structures avec comme tendance générale, suite à la dissolution de Génération identitaire, la création de structures locales dans toutes les régions, sans regroupement national conséquent. Fait nouveau, ces groupes locaux ont mis en place un système d'entraide en allant aider des voisins plus ou moins éloignés. Ce qui provoque des regroupements plus conséquents et des commandos plus étoffés et dangereux. En effet, hormis des réunions dites de cohésion ouverte ou des bagarres organisés entre clans, faute d'autres ennemis, ce qui motive ces déplacements réside avant tout dans les affrontements physiques. Les chiffres officiels du nombre d'ultras fournis par les autorités annoncent 3 300 militants de la mouvance, dont 1 300 fichés S. Un chiffre assez stable depuis une décennie. Encore faut-il savoir de qui l'on parle et place dans ladite mouvance. Selon mes recoupements, il convient d'ajouter plusieurs milliers de personnes plus ou moins sympathisantes, dont un certain nombre prêtes à fournir une logistique en cas de difficultés pour soutenir des radicaux. La 30e édition de l'hommage rendu le 11 juin 2024 à Sébastien Deyzieu, mort accidentellement le 7 mai 1994 à l'issue d'une manifestation interdite, atteste bien de la vitalité de l'ultra-droite, avec environ un millier de manifestants dans la capitale. Précisons la légende d'une photo du défilé sur le site du GUD (Groupe union défense, récemment dissous) : « Au fusil, au couteau, nous imposerons l'Ordre Nouveau », qui est le refrain du chant *Les Chacals*.

Sans rentrer dans les détails, nous pouvons en termes d'idéologie citer comme familles les nationalistes (à distinguer des nationaux, moins offensifs), les solidaristes (ou ce qui l'en reste), certains royalistes, car d'autres sont passés dans le camp progressiste, les nationaux-socialistes (ns) ou suprémacistes blancs, des franges catholiques-traditionalistes ou nationaux radicalisées, les Identitaires, les nationalistes-révolutionnaires, nationaux-bolcheviques ou négationnistes. Une pénétration des milieux complotistes et survivalistes s'accentue. D'où des difficultés pour s'entendre, avec pour ciment commun la détestation des immigrés, une islamophobie appuyée, un anticommunisme viscéral et fréquemment de l'homophobie. L'antisémitisme est souvent présent, mais dissimulé, hormis pour les plus radicaux des radicaux. ❐ **Jacques Leclercq**

jivacore © 123RF.com

Parmi les menaces :
Guerre vile,Conspirationnisme, Loups solitaires...

Jacques Leclercq

La droitisation de la société et de la politique est une constante depuis plusieurs années. Sous l'effet de la poussée du FN/RN, le curseur s'est déplacé à droite toute. Et même une partie de la gauche a suivi cette tendance. D'où une droite dure et décomplexée, abordant des sujets impensables autrefois, reprenant à son compte des positionnements propres à la droite extrême ou à l'extrême-droite. Y compris le RN qui a englobé dans son sac d'idées des idées auparavant prônées par des courants identitaires. C'est ce à quoi nous assistons à travers le gouvernement de M. Michel Barnier, ne voulant pas déchaîner l'ire du parti de Mme Le Pen et de finir censuré à l'Assemblée nationale. Cela expose à un danger réel, réjouissant le camp radical, avec comme point fort la nomination à l'Intérieur de Bruno Retailleau, ancien souverainiste de droite, dont les propos sur l'immigration sont très proches de ceux tenus par l'extrême-droite.

Des radicalisés qui comptent bien faire parler d'eux, en attendant 2027 ou avant. Car ils se sentent poussés des ailes en cas de présidence de Marine Le Pen, estimant qu'à minima ils ne seront plus victimes de la répression, tout en tentant d'aiguillonner le RN plus à droite. Toutefois, au moins dans un premier temps, ils pourraient déchanter, car le RN entend faire preuve de responsabilité pour enfin ne plus être taxé d'extrémisme. Peut-être pourront-ils alors jouer le rôle de supplétifs, mais plutôt dans le cadre d'actions clandestines. Car pour l'essentiel, police et armée sont largement dans les urnes favorables au programme du RN. Par conséquent, ils assureraient la stabilité et un soutien franc au gouvernement. Quant à l'hypothèse d'un débordement de l'armée, il s'agit plus d'une thèse complotiste que réelle puisqu'elle a toujours été loyaliste dans sa grande majorité, y compris durant la guerre d'Algérie.

Par contre, il n'en est pas de même avec les courants nouvellement apparus, dont les accélérationnistes. Une tendance venue des États-Unis, ce qui n'est pas un hasard, car de nombreux groupes activistes néo-nazis et suprémacistes blancs y sont représentés. C'est aussi le pays où les tueries de masse sont les plus nombreuses, avec le phénomène des « loups solitaires » (pas tant que cela, car inspirés par l'idéologie des groupes formés). Pour ma part, j'ai toujours déclaré, y compris en France, qu'il s'agit du plus grand danger. Une menace par définition imprévisible, portée par des individus s'inspirant des tueurs de masse, disjonctant en regardant l'actualité et souvent trouvant leur inspiration dans la lecture de textes invitant à commettre l'irréparable. Cette prose se trouve aisément sur Internet, l'œuvre des idéologues cachés derrière le clavier, qui oseront dégager toute responsabilité en cas d'attentat. Ce sont eux qui arment la main des activistes par leurs textes invitant à la fameuse guerre civile tant attendue, la guerre ethnique qui devrait permettre de bouter hors de l'Europe l'esprit du mal pour refonder un empire blanc chrétien. Cette guerre évoquée aussi depuis des décennies en filigrane par le FN et Jean-Marie Le Pen. Précisons l'estime marquée par les radicaux ultranationalistes pour leurs ennemis jurés : les combattants islamistes, pour leurs actions exemplaires et leur courage physique. Un autre point commun, si les djihadistes pensent une fois tués accéder au paradis en compagnie de nombreuses vierges, les autres sont tout aussi convaincus de rentrer dans la postérité avec le temps et de rejoindre un autre paradis dédié aux valeureux guerriers incarnés par le *Walhalla* (en allemand) avec ses Valkyries, selon la mythologie nordique.

Attardons-nous quelque peu sur les accélérationnistes. Pour parvenir à leurs fins, soit le déclenchement de cette guerre civile, ils préconisent l'utilisation d'une stratégie de la tension telle que l'Italie a connue dans ses années de plomb. Avec des sabotages d'ampleur et des attentats pouvant faire basculer une partie importante des Français dans l'activisme. Ainsi, des actions pouvant être mises sur le compte des islamistes, puis en les amalgamant avec la population musulmane complètement étrangère à ces troubles. Patrick Calvar, patron de la DGSE, déclarait en mai 2016 devant la commission d'enquête parlementaire sur les attentats du 13 novembre 2015 que la perspective d'une « confrontation entre l'ultra-droite et le monde musulman – pas les islamistes, mais bien le monde musulman », était une « confrontation inéluctable », qu'il ne suffirait qu'un nouvel attentat ou de deux commis par des islamistes pour faire basculer la situation. Peut-être un peu excessif, il n'en avait pas moins raison sur le fond. L'avant-garde de ces radicaux a été notamment incarnée par les réseaux *FR Deter*, comme Français déterminé, puis par la Division aryenne française (DAF). Avant son récent démantèlement, *FR-Deter* regroupait en ligne plus de sept mille personnes organisées en groupes locaux, avec la volonté d'éliminer physiquement leurs adversaires, soit, hormis les musulmans et autres « races », les « gauchistes », soutiens des immigrés et défenseurs des droits de l'homme. *Fr Deter* fut fermé en 2023, mais on

suite page 6

peut plus tard encore accéder à son site. Tout comme la DAF, ce sont des spécialistes du fichage, notamment de personnalités politiques, avec des messages incitant à les tuer, ou au moins à leur « faire un petit coucou ». D'où des listes établies avec les coordonnées personnelles des opposants. Tout comme *Réseau libre* qui publia en juillet 2024 une liste de 180 personnes, dont 98 avocats à « *éliminer, quatre personnalités* de gauche (« *une balle dans la nuque* »). DAF a été encore plus loin au début de l'année 2024 en tendant des pièges à des hommes accusés de pédocriminalité, en se faisant passer pour de très jeunes filles en quête de rapports intimes. Toujours en provenance des EU où les *involuntary celibates*, *incels*, ont déjà à leur actif des féminicides. Ces masculinistes haïssent les femmes et estiment qu'ils peuvent disposer naturellement du corps des femmes. L'idée de ces courants consiste à se faire justice tout seul, quitte à suggérer des embryons de milices lors des émeutes suivant la mort du jeune Nahel à Nanterre en 2023. D'où les tentatives de récupération politique de malheureux faits divers, comme dans le cas des meurtres de la jeune Lola à Paris, de Thomas à Crépol (Drôme), et plus récemment de celui de Philippine au bois de Boulogne, tous commis par des individus d'origine étrangère, dont certains étaient l'objet d'une obligation de quitter le territoire. Les récentes structures unitaires impulseront en partie les mobilisations, dont le collectif soi-disant féministe Némésis clairement xénophobe et la Cocarde étudiante. Du reste, RN et Reconquête, le parti zemmourien, participeront à ces campagnes. Reconquête ! qui, par ailleurs, a été rejointe dès sa création par une frange majoritaire de l'extrême-droite radicale et dont nombre de sections locales agissent de concert avec des courants ultras. Avec sa récente implosion, Marion Maréchal (ex-Le Pen) allant vers la création d'un nouveau parti, tandis que l'ancien leader des républicains Éric Ciotti fera alliance pour les législatives avec le RN, tout en lançant son UDR, Union des droites pour la République. De quoi rebattre les cartes à la droite de la droite...

pandagolik © 123RF.com

Un autre fait nouveau repose sur la constitution de noyaux ayant eu la volonté de commettre des attentats, voire des complots visant à attenter à la vie du Président ou même à fomenter un coup d'État. Comme Les Barjols, ou Action des forces opérationnelles (AFO), dont un des projets consistait à empoisonner de la viande halal dans les supermarchés. Il ne s'agit plus comme à l'accoutumée de jeunes gens, mais de personnes d'âge respectable, bien insérées dans la société. Dans leurs rangs, d'anciens (ou encore en activité parfois) militaires, gendarmes et policiers apportent leur précieuse expérience. Des personnages qui déroutent les enquêteurs... Tout ce petit monde s'active sur le Net, les sites les plus extrémistes se faisant héberger à l'étranger. Ainsi, l'internaute désireux de consulter *Démocratie participative* (néo-nazi), maintes fois supprimé de la toile, pourra toujours y arriver en tapant des noms approchants.

Dans certaines affaires, activisme dangereux et liens avec la grande criminalité se sont croisés, créant là aussi des surprises de taille pour les fins limiers de la police. Pègre et extrémisme radical de droite se sont déjà côtoyés il y a un certain temps, comme l'atteste l'affaire du hold-up de Spaggiarri ou la dérive de certains militants ou proches du Parti des forces nouvelles (PFN), successeur d'Ordre nouveau suite à sa dissolution en juin 1973. Un milieu, une nébuleuse où le trafic d'armes est pratiqué, des radicaux s'étant reconvertis dans le mercenariat ou les sociétés de sécurité. Une autre menace de taille existe, celle de la participation à des conflits armés dans d'autres pays. Depuis les années 1970, ce sont des dizaines et dizaines de militants qui s'engageront sur différents fronts. Notamment au Liban en 1976, mais aussi en Afghanistan, Angola, Bénin, Birmanie, aux Comores, Congo, Croatie, Irak, Katanga, Rhodésie, Roumanie, Yémen, Yougoslavie et plus récemment dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, parfois dans les deux camps au risque de s'entre-tuer. D'ailleurs, plusieurs combattants périront. Là où les choses se compliquent, c'est lors de leur retour en France, car ils auront acquis des expériences pratiques du maniement des armes, explosifs et aguerris aux techniques de combat. L'Ukraine est devenue un terrain de jeu en grandeur nature pour des activistes, où l'on retrouve aussi des radicaux qui ont été inquiétés par la police ou la justice française, une façon de se mettre au vert en participant à des activités pour la bonne cause.

La droite de l'extrême-droite agit désormais sur de nombreux fronts. Dans le sport, avec des hooligans, la pratique régulière des sports de combat (dont les récents *Active club*, dont la devise est « communauté-sport-nationalisme), les milieux de *bikers*, la musique, du Rock anti-communiste (RAC) au *National-socialist black metal* (une version plus violente de la *metal*, proposant une version pagano-sataniste) en passant par le Rock identitaire français (RIF). L'action concerne la culture en général avec le retour de l'idéologie distillée à partir des années 1970 par la *Nouvelle droite*, le retour du racisme biologique (dont Europe action fut l'initiateur dans la décennie 1960) et ses dérivés dits ethno-différentialistes, avec pour perspective la construction d'une Europe blanche et le développement de la théorie du Grand Remplacement chère à Renaud Camus. Des publications existent, des radios, des librairies engagées ouvrent leurs portes et des cycles de conférence forment les militants, l'Institut Iliade assurant notamment des cycles de formation. Une approche de l'écologie prend une certaine importance. Cette profusion d'expressions variées provient de la métapolitique, répandue il y a une bonne cinquantaine d'années par Alain de Benoist (Nouvelle Droite), dévoyant les thèses du communiste italien Antonio Gramsci, qui estimait la culture au moins sinon plus importante que les autres luttes. Ce front culturel visait à contrecarrer l'idéologie capitaliste et le nationalisme, donc en opposition totale avec les visions identitaires.

Quelles réponses ?

Une des problématiques réside dans le nombre important de récidives après des condamnations. Il faut distinguer du nombre des cas de récidive les

abonnés à la chronique judiciaire. Citons quelques experts en la matière. L'essayiste Alain Soral (Égalité et réconciliation) comparaîtra dans 28 procès entre juin 2008 et mai 2021. Le négationniste Hervé Ryssen, de son vrai nom Hervé Lalin, collectionne 17 condamnations entre 2004 et 2022, tandis que son homologue Boris Le Lay compte à son palmarès plus de onze années de prison ferme par contumace, étant réfugié au Japon. Vincent Reynouard, néo-nazi assumé et également révisionniste, sera quant à lui extradé d'Écosse récemment pour la France où il sera mis en examen. Il s'exprime très régulièrement dans les colonnes de *Rivarol*, dirigé par Jérôme Bourbon, sédévacantiste, qui compte en 2022 quelque 20 condamnations. Le polémiste M'Bala M'Bala, dit Dieudonné, se voit interdit de spectacle. Mais il y a toute une série d'individus qui replongent à leur sortie de prison. Lors des procès, notons nombre d'enquêtes de personnalité révélant chez les accusés des altérations de la santé mentale, souvent issues de mauvais traitements subis dans leur enfance. Un manque d'encadrement, une déscolarisation précoce, un refus de se soumettre à une quelconque autorité faciliteront le glissement vers la violence.

Gérald Darmanin, ancien ministre de l'Intérieur, n'a pas eu la main qui tremblait comme il s'en est félicité, puisqu'il aura à son actif 21 dissolutions de groupes de cette mouvance : un record en la matière ! La dissolution de groupements de fait apparaît quelque peu dérisoire, puisque par définition ils n'ont pas d'existence juridique. Pourtant, il est difficile de ne rien faire sinon qu'être taxé de passivité, voire de complicité. Donner un coup de pied dans la fourmilière permet de raisonner des militants. Le revers est le risque de passage à la clandestinité, avec en conséquence plus de difficultés pour les services concernés de suivre les groupes activistes. Il convient pour aboutir à une dissolution de présenter un dossier fourni et explicite, ce qui nécessite du temps. Et du suivi pour éviter la création rapide d'une autre entité sous une autre appellation. Là aussi, il faudra des preuves pour engager une procédure pour reconstitution de ligue dissoute. Idem pour les locaux, des élus ayant pris des mesures, au moins temporaires, pour fermer ces locaux sous le prétexte de non-conformité.

Sur les courants radicaux catholiques

Ces milieux intégristes ou catholiques-traditionalistes sont depuis longtemps présents dans l'armée où ils s'activent plus ou moins clandestinement. Ce fut le cas avant, durant et après la guerre d'Algérie, avec notamment la présence de la Cité catholique partie en croisade pour défendre l'Occident chrétien. Maintes organisations royalistes, nationalistes et identitaires se revendiquent du catholicisme. Seule une minorité de l'ultra-droite est néo-païenne. Citons simplement, dans une constellation étendue, deux structures. Civitas a été fondé en tant qu'association en 1999, puis s'est transformé en parti en 2016. Issu de la Cité catholique, contre-révolutionnaire, nationaux, nationalistes ou monarchistes y militent. Le mouvement s'est illustré dans des actions coup de poing contre des pièces de théâtre, des expositions et autres concerts. Depuis 2015, il organise ou coorganise une manifestation au mois de mai pour rendre hommage à Jeanne D'Arc. Des anciens de l'Œuvre française de feu Pierre Sidos l'ont rejoint après leur dissolution. Ce « lobby catholique-traditionaliste » s'est largement radicalisé, se présentant aux municipales de 2020 avec la Dissidence française nationaliste et la Ligue du Midi identitaire. Il sera dissous le 4 octobre 2023. Dans le décret de dissolution, sera reproché au parti l'entraînement au combat, ses propos islamophobes ou antisémites ainsi que ses hommages appuyés à la mémoire du maréchal Pétain. L'élément déclencheur sera l'intervention de Pierre Hillard à l'Université d'été de 2023, émettant l'idée d'instaurer une déchéance de nationalité pour les Français de confession juive. Toutefois, ses activités continuent à travers d'autres associations proches, comme à Paris sous le couvert de l'association Sainte-Geneviève. Alain Escada, son leader, est désormais à la tête de Civitas International, une manière de contourner l'interdiction.

Quant à l'ancien quotidien *Présent*, il est en ligne. Ce *Nouveau Présent* a durci sa ligne, se revendiquant ouvertement de l'idéologie identitaire, signe des temps.

Enfin, *Academia Christiana*, créée en 2013, opte pour un mouvement catholique identitaire et national. Cet « Institut de formation-laboratoire d'idées-réseau d'initiatives » propose une formation « intégrale», « spirituelle, morale, intellectuelle et sportive » fut fondé sous le patronage de la Fraternité sacerdotale Saint-Pierre, par Julien Langella, un des fondateurs de Génération identitaire, le président étant Victor Aubert. Dans son clip de présentation, il est expliqué que « *Les Français sont en guerre,* (...) *il n'y a plus d'élite, seulement des parasites.* (...) *Nous, catholiques, avons reçu un appel pour faire une croisade, nous levons une armée de bâtisseurs.*» Le ministre de l'Intérieur annonça sa dissolution à venir le 10 décembre 2023, alors que la formation tiendra son Université d'été en 2024, rassemblant plus de 700 participants pour sa journée portes ouvertes, surtout des jeunes. La présence de stands tenus par des radicaux ou nationalistes démontre bien son ancrage : *Synthèse nationale*, *Zentromag*, Tenesoun, le Rassemblement des étudiants de droite angevin (RED). Il est reproché au mouvement ses « *appels à la haine et à la discrimination* » et parce qu'il « *légitime de façon récurrente la violence physique et le recours aux armes* ».

On retiendra principalement de cette présentation le développement des groupuscules locaux, leur pratique de la violence (allant jusqu'à deux meurtres en plein Paris en 2022, dont celui de l'ancien rugbyman Frederico Martin Aramburu). Une violence fréquemment existante en interne, avec des chefs des plus autoritaires, allant jusqu'à confisquer les papiers d'identité de leurs militants, à s'insérer dans leur vie privée et les faire punir par d'autres membres en cas de désaccord ou pire encore, si un militant osait vouloir quitter la structure, un crime de haute trahison. Depuis quelque temps, on assiste à l'inversion des rôles, où l'agresseur devient l'agressé, que l'on prive de liberté les défenseurs de la civilisation blanche, se posant en victimes.

Conséquence de la droitisation générale de la politique, les ultras se montrent de plus en plus audacieux et désinhibés à l'idée de la prise du pouvoir par le RN, malgré la volonté de ce dernier de se démarquer au maximum de cette sphère encombrante pour achever sa banalisation. Il ne s'agit pas de dramatiser, mais d'être pleinement conscient des dangers d'une nébuleuse qui, après la menace terroriste islamiste, s'avère être la plus active. Cependant, le culte des chefs mine ce camp tout comme le scissionnisme aigu. Un phénomène à suivre de près... ❐

Pour aller plus loin

La menace de l'utra-droite en France

Jacques Leclercq, chercheur indépendant spécialiste des extrêmes politiques, dresse un état des lieux précis et actualisé de la mouvance radicale de l'extrême-droite. Outre des rappels historiques, de nombreuses thématiques sont traitées, dont les projets d'attentats, l'infiltration dans la police et l'armée, le mercenariat et trafic d'armes, les condamnations prononcées par la justice, les dissolutions de structures ou l'activisme sur le net. Une étude objective et factuelle permettant de mieux cerner la dangerosité de ce courant. www.editions-harmattan.fr/